



Le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Points saillants du projet

Préparé par Ronnie Vernooy

Photo du haut : Partager les semences et les connaissances connexes lors d'un foire de la diversité (Bhoutan). Crédit : Bioversity International/R.Vernooy

Objectifs du projet

- Promouvoir la mise en œuvre au niveau national du système multilatéral d'accès et de partage des avantages (SML) du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (le Traité).
- Accroître la participation globale des pays dans le SML, en tant que fournisseurs et bénéficiaires de ressources génétiques.
- Explorer les possibilités pour tirer parti d'autres aspects du Traité, y compris le transfert de technologie.

Pays participants

Huit pays principaux : Bhoutan, Burkina Faso, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Guatemala, Népal, Ouganda et Rwanda.

Pays ayant bénéficié du projet par le biais de collaborations : Bénin, Inde, Madagascar, Malaisie, Zambie et Zimbabwe

Renforcement des capacités

Les huit équipes de recherche nationales ont été formées aux compétences suivantes :

Identifier les acteurs politiques et analyser les réseaux afin de recenser les personnes, réseaux et coalitions clés qui influencent les politiques et les lois concernant les ressources phytogénétiques ; d'interpréter les flux d'informations, ainsi que les processus de ressources financières et de prise de décision ; d'identifier des acteurs négligés qui devraient être inclus ; et de suggérer des processus plus inclusifs. Ces analyses ont sensibilisé les principales parties prenantes et contribué à la création ou au renforcement d'une plateforme nationale de politiques.

Schématiser le flux de ressources phytogénétiques et démontrer l'interdépendance par rapport au germoplasme externe. Les études de cas nationaux ont démontré empiriquement comment les huit pays dépendent dans une large mesure des ressources phytogénétiques d'origine étrangère pour leur recherche et développement agricoles (y compris la sélection des plantes) et, en définitive, pour la sécurité alimentaire.

Développer une stratégie globale de résilience des semences permettant aux agriculteurs d'accéder et d'utiliser

plus efficacement la diversité phytogénétique dans le contexte de l'adaptation au changement climatique. La stratégie combine l'utilisation d'outils de modélisation du climat et des cultures ainsi que de méthodes de recherche participatives. Les huit études de cas nationaux ont identifié les besoins futurs en termes de ressources phytogénétiques dans le contexte du changement climatique et ont apporté des idées pour l'élaboration de stratégies de gestion des semences résilientes.

Utiliser une méthode d'étude de cas pour documenter les expériences, les réalisations et les défis des banques de semences communautaires afin de systématiser les expériences, d'explorer les possibilités de lier les agriculteurs au Traité et de leur permettre de bénéficier d'un meilleur accès à des semences variées et de haute qualité. Cette recherche a également fourni un aperçu des réglementations sur les semences dans chaque pays et de la manière dont elles pourraient être révisées et ajustées afin de

promouvoir et soutenir les banques de semences communautaires et contribuer à la conservation de l'agrobiodiversité à la ferme et *in situ*, deux obligations juridiquement contraignantes pour toutes les parties au Traité. Des études de cas nationaux ont été incluses dans un livre sur les expériences de banques de semences communautaires du monde entier, édité par Ronnie Vernooy, Pitambar Shrestha et Bhuwon Sthapit, et publié par Routledge / Earthscan.

Point saillants des résultats

L'approche multisectorielle, multi-institutionnelle et multipartite utilisée par le projet a renforcé la collaboration interinstitutionnelle et la coopération dans les efforts nationaux de mise en œuvre du Traité et du SML. Elle a permis la sensibilisation nécessaire auprès des principales parties prenantes et facilité leur participation active et continue aux processus de mise en œuvre. L'approche a également permis de rassembler à la fois les acteurs de politiques responsables de la mise en œuvre du Traité et

ceux impliqués dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (le Protocole de Nagoya). Ces acteurs ont commencé à travailler de concert pour harmoniser la mise en œuvre des deux accords au niveau national en surmontant la méfiance et en créant des synergies.

En décembre 2016, les huit pays avaient :

Réalisé des progrès significatifs dans l'élaboration de politiques ou lois et leur introduction dans des processus politiques nationaux formels visant à créer l'espace politique et juridique nécessaire à la mise en œuvre du Traité.

- Bhoutan : une politique provisoire sur l'accès et le partage des avantages (APA) a été approuvée et un projet de loi sur la biodiversité, 2016, a été soumis pour approbation.
- Burkina Faso : une nouvelle loi sur l'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) et le partage des



Photo: Participants gouvernementaux du Népal à l'atelier tandem aux Philippines (2017).
Crédit: Bioversity International/R.Vernooy

avantages découlant de leur utilisation a été élaborée et soumise à l'approbation du Parlement.

- Costa Rica : les principaux organismes gouvernementaux impliqués ont signé un protocole d'entente qui énonce les procédures et les tâches de chaque organisme en ce qui concerne la mise en œuvre du SML ; des dispositions visant à créer un espace juridique pour la mise en œuvre du SML dans la nouvelle loi nationale sur l'APA sont en cours d'élaboration.
- Côte d'Ivoire : une nouvelle loi sur l'APA a été rédigée et attend d'être revue avant d'être soumise à l'approbation du Parlement.
- Guatemala : des contributions ont été apportées à l'élaboration d'une nouvelle loi nationale sur l'APA afin de garantir un espace juridique pour le SML ; ce processus est dirigé par le Consejo Nacional de Áreas Protegidas (Conseil national pour les aires protégées).
- Népal : la Politique nationale de l'agrobiodiversité, 2007 a été modifiée en 2014 ; une nouvelle loi sur la conservation et l'utilisation de la biodiversité agricole a été élaborée et soumise à l'approbation du Parlement ; une stratégie de mise en œuvre du Traité/SML et un plan d'action pour 2015-2020 ont été approuvés et sont en cours de mise en œuvre.
- Ouganda : un accord tripartite entre l'autorité nationale compétente et deux organismes chefs de file pour le Protocole de Nagoya et le Traité a été approuvé. Des règlements nationaux révisés sur l'environnement (couvrant l'accès aux ressources



génétiques et le partage des avantages) ont été soumis pour approbation ; une procédure temporaire d'accès aux RPGAA (texte réglementaire) a été approuvée et est actuellement mise en œuvre.

- Rwanda : deux nouveaux projets de loi ont été élaborés, à savoir une loi nationale sur l'APA visant à mettre en œuvre le Protocole de Nagoya et une loi pour mettre en œuvre le Traité.

Désigné des autorités nationales compétentes, chargées d'examiner les demandes d'accès aux RPGAA et de faciliter le partage de ces ressources avec les utilisateurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

- Bhoutan : le ministère de l'Agriculture et des Forêts, avec délégation au service d'administration du Traité au Centre national de la biodiversité
- Burkina Faso : la Commission nationale de gestion des ressources phylogénétiques
- Costa Rica : l'Agence nationale des semences

- Guatemala : l'Institut des sciences et technologies agricoles
- Népal : le Centre national de ressources génétiques agricoles, Conseil de recherche agricole du Népal
- Ouganda : le Conseil national ougandais pour la science et la technologie
- Rwanda : le Conseil d'agriculture du Rwanda (proposé)

Mise à l'échelle : appuyer une mise en œuvre intégrée et complémentaire du Traité et du Protocole de Nagoya

En collaboration avec les secrétariats du Traité, du Protocole de Nagoya et de l'Initiative de renforcement des capacités APA, une série d'ateliers de renforcement des capacités axés sur les points focaux nationaux du Traité et du Protocole de Nagoya d'Afrique et d'Asie ont été organisés, en vue de faciliter une mise en œuvre intégrée et complémentaire des deux accords.



Photo : La réserve de semences de Climentoro, Guatemala.
Crédit : Anna Porcuna Ferrer

Un nouveau projet au Bénin et à Madagascar, soutenu par l'Initiative Darwin, visait à mettre en œuvre les deux accords internationaux de manière à répondre aux réalités locales, contribuant ainsi au développement. Cela a été rendu possible en responsabilisant les communautés locales et en tirant parti des incitatifs et des avantages disponibles dans chaque pays, tant pour les gardiens et fournisseurs de ressources génétiques et de savoirs traditionnels que pour les bénéficiaires de ces ressources et des informations et technologies associées. En 2016, les deux équipes de pays ont élaboré des décrets ministériels visant une mise en œuvre intégrée et complémentaire du Traité et du Protocole de Nagoya. Un grand nombre de parties prenantes au niveau national ont bénéficié des réunions de sensibilisation et de consultation organisées dans les deux pays ; ces réunions ont été suivies d'ateliers au niveau communautaire visant à présenter les deux accords. Les deux équipes de pays ont bénéficié des résultats des travaux de mise en œuvre du Traité.

Leçons apprises

- Les décideurs politiques et les parties prenantes au niveau national apprécient la valeur

du Traité et du SML qui permet d'améliorer la capacité de leur pays à s'adapter au changement climatique, en accédant et en utilisant des matériaux à travers le SML.

- Les décideurs politiques et les parties prenantes au niveau national apprécient la valeur du Traité et du SML permettant de surmonter les obstacles systématiques aux efforts de conservation *ex situ* et *in situ*, en particulier lorsque le SML est mis en œuvre dans le cadre de la promotion de nouvelles formes de coopération entre banques de gènes, sélectionneurs, et organisations d'action collective au niveau communautaire (par exemple, banques de semences communautaires).
- Les projets de mise en œuvre de politiques qui n'incluent pas le renforcement des capacités pour aider les pays à tirer parti du SML, mais qui se concentrent uniquement sur la mise en place de systèmes pour fournir les RPGAA, sont moins susceptibles de mener à des progrès car ils ne répondent pas aux besoins nationaux immédiats des décideurs, chercheurs et agriculteurs.

- Les efforts d'élaboration et de mise en œuvre des politiques doivent s'accompagner de campagnes de communication de grande envergure et bien financées pour sensibiliser les parties prenantes en général et exercer une pression indirecte (mais stratégique) sur les décideurs pour qu'ils prennent des mesures.
- La plupart des pays en développement doivent adopter de nouveaux systèmes d'information nationaux sur les RPGAA, ou améliorer considérablement ceux qui existent déjà, pour gérer et publier les informations sur les matériels qu'ils mettent à disposition dans le cadre du SML. Ils ont également besoin d'une formation pour effectuer des recherches dans les systèmes d'information d'autres organisations afin de localiser du matériel génétique potentiellement utile.

Publications

Avec la collaboration des partenaires des huit pays, le projet a livré une quantité significative et riche de publications. Elles ont été diffusées aux niveaux mondial et national, sous la forme de blogs et de pages Web, de bulletins électroniques, de livres et de chapitres de livres, de documents de recherche, de comptes rendus de réunion, d'ateliers et de présentations, d'analyses documentaires, d'outils et de directives techniques, de notes techniques et de politiques, d'articles de revues scientifiques et de matériel de formation. À titre d'exemple, nous pouvons citer :

Halewood, M.; Andrieux, E.; Crisson, L.; Gapusi, J.R.; Wasswa Mulumba, J.; Koffi, E.K.; Yangzome Dorji, T.; Bhatta, M.R.; Balma, D. 2013. Mise en œuvre de façon 'synergique' des mécanismes d'accès et de partage

- des avantages dans le cadre du Traité sur les ressources phytogénétiques, de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya. *Law, Environment and Development Journal* 9/1 p. 68. <http://www.lead-journal.org/content/13068b.pdf>
- López-Noriega I. 2013. Understanding technology needs and technology transfer processes: experiences and lessons learnt from the Genetic Resources Policy Initiative 2. Presentation at the ITPGRFA Second Meeting of the Platform for the Co-development and transfer of technologies, Bandung, Indonesia, 30 June-1 July 2013. FAO, Rome.
- Otieno, G. 2013. Climate analogues for Rwanda and Uganda: Building capacity to exploit the multilateral system. 30 January 2013. [Online] <https://grpi2.wordpress.com/2013/01/30/climate-analogues-rwanda-uganda/>
- Vernooy, R.; Shrestha, P.; Sthapit, B. (eds). 2015. Community seed banks: origins, evolution and prospects. *Issues in Agricultural Biodiversity series*. Earthscan for Routledge, London. 270 p. ISBN: 978-0-415-70806-0. <http://hdl.handle.net/10568/68708>
- Galluzzi, G., Halewood, M., López Noriega, I. and Vernooy, R. 2016. Twenty-five years of international exchanges of plant genetic resources facilitated by the CGIAR genebanks: a case study on international interdependence. *Biodiversity and Conservation* 25(8): 1421–1446. ISSN: 1572-9710 <https://hdl.handle.net/10568/75693>
- Halewood, M. (ed.) 2016. Farmers' crop varieties and farmers' rights: challenges in taxonomy and law. *Issues in Agrobiodiversity series*. Earthscan for Routledge, London. 406 p. ISBN: 9781844078912. <https://hdl.handle.net/10568/73252>
- ILEIA and Bioversity International. 2016. Access and benefit sharing of genetic resources: making it work for family farmers. *Farming Matters* (special issue). <https://cgspace.cgiar.org/rest/bitstreams/75544/retrieve>
- Joshi BK, P Chaudhary, D Upadhy and R Vernooy (editors). 2016. Implementing the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture in Nepal: Achievements and Challenges. Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development, Pokhara, Nepal; Nepal Agricultural Research Council and Ministry of Agricultural Development, Kathmandu, Nepal; and Bioversity International, Rome, Italy. <https://hdl.handle.net/10568/78421>
- Lapena I, Halewood M, Hunter D. 2016. Mainstreaming agricultural biological diversity across sectors through NBSAPs: Missing links to climate change adaptation, dietary diversity and the Plant Treaty. CCAFS Info Note. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS), Copenhagen. <https://hdl.handle.net/10568/78323>
- Lopez-Noriega, I. and Bedmar, A. 2016. Bioversity International's contributions to the implementation of Article 6 of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture. Bioversity International, Rome. <https://hdl.handle.net/10568/79768>
- Vernooy, R.; Bessette, G.; Otieno, G. (eds.) 2019. Resilient seed systems: handbook. Second edition. Bioversity International, Rome. 158 p. <https://hdl.handle.net/10568/103498>. See also <http://www.seedsresourcebox.org/>
- Ghimiray, M. and Vernooy, R. 2017. The importance and challenges of crop germplasm interdependence: the case of Bhutan. *Food Security* 9(2), p. 301–310. ISSN: 1876-4517. <https://hdl.handle.net/10568/80802>
- Joint Capacity Building Programme 2017. Mise en œuvre concertée et solidaire du Protocole de Nagoya et du Traité international sur les ressources phytogénétiques: scénarios à considérer par les points focaux nationaux et autres parties prenantes intéressées. 24 p. <https://hdl.handle.net/10568/96526>
- Vernooy, R., López Noriega, I., Balma, D., Ouedraogo, M., Koffi, E., Bessette, G. 2017. L'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. *Changement climatique et résilience des systèmes agroalimentaires*. AGRIDAPE, numéro 33-2, Juin 2017. Online <http://iedafrique.org/L-acces-aux-ressources-phytogenetiques-pour-l-alimentation-et-l-agriculture-les.html>
- Vernooy, R.; Clancy, E. (comps) 2017. No country is self-sufficient when it comes to plant genetic resources for food and agriculture: the cases of Bhutan, Burkina Faso, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Guatemala, Nepal, Rwanda and Uganda. Bioversity International, Rome. 8 p. <http://hdl.handle.net/10568/89842>
- Turamwishimiye, M.R. et Gapusi, J.R. 2018. Mise en œuvre du système multilatéral d'accès et de partage des avantages du Traité international au Rwanda, Analyse contextuelle, recommandations et projet d'acte législatif pour examen. Bioversity International, Rome et l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales, Kigali. <https://hdl.handle.net/10568/101204>
- Joint Capacity Building Programme 2018. Outil décisionnel pour la mise en oeuvre nationale du système multilatéral d'accès et de partage des avantages aux termes du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, Italy: Bioversity

International, 100 p. <https://hdl.handle.net/10568/98234>

Vernooy, R.; Bessette, G.; Sthapit, B.; Dibiloane, A.; Lettie Maluleke, N.; Abner Matelele, L.; Mokoena, M.; Phora, G.; Sema, P.; Thabo, T. 2018. Etablir et gerer une banque de semences communautaire: Manuel du producteur agricole. La mise sur pied d'une banque de semences communautaire: Livret 1 de 3. Rome, Italy : Bioversity International, 44 p. <http://hdl.handle.net/10568/92875>

Vernooy, R.; Bessette, G.; Sthapit, B.; Gupta, A. 2018. Etablir et gerer une banque de semences communautaire: Manuel du producteur agricole. Elements techniques: Livret 2 de 3. Rome, Italy: Bioversity International. 52 p. <http://hdl.handle.net/10568/92874>

Vernooy, R.; Bessette, G.; Sthapit, B.; Procuna Ferrer, A. 2018. Etablir et gerer une banque de semences communautaire: Manuel du producteur agricole. Gestion, reseautage, politiques et un resume: Livret 3 de 3. Rome, Italy: Bioversity international, 52 p. <http://hdl.handle.net/10568/92873>

Pour plus d'informations, veuillez visiter :

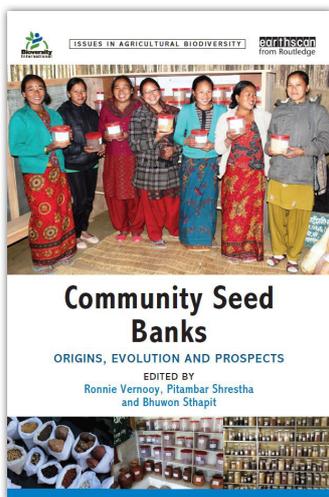
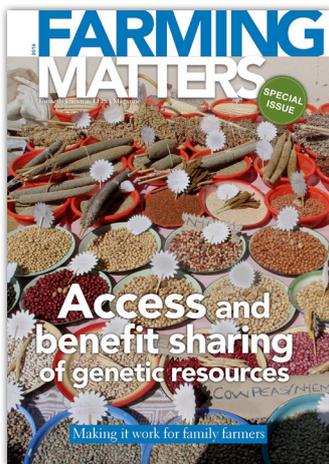
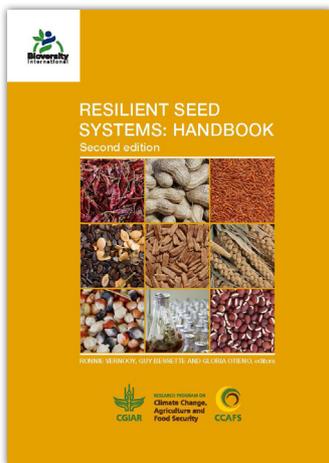
Le site web de Bioversity International : <http://www.bioversityinternational.org/research-portfolio/policies-for-plant-diversity-management/>

Le blog de la division sur les politiques des ressources génétiques : <https://grpi2.wordpress.com>

Référence exacte

Vernooy, R. (comp.). 2019. Le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture : Points saillants du projet, Bioversity International, Rome. 6 pp.

ISBN: 978-92-9255-140-7



Bioversity International est un centre de recherche du CGIAR. Le CGIAR est un partenariat de recherche mondial pour un futur sans faim. www.cgiar.org

Bioversity International est enregistrée aux États-Unis sous le numéro 501(c) (3), en tant qu'organisation à but non lucratif. Bioversity International (UK) figure au Royaume Uni comme organisme de bienfaisance enregistré sous le numéro 1131854.

Contacts:

Bioversity International
Via dei Tre Denari, 472/a
00054 Maccarese (Fiumicino), Italy
Tel. (+39) 06 61 181
Fax. (+39) 06 6118402
bioversity@cgiar.org

www.bioversityinternational.org